



## Séance ordinaire du jeudi 25 janvier 2018

L'an deux mille dix-huit et le vingt-cinq janvier, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des  
délibérations de Montpellier  
Méditerranée Métropole

Nombre de membres en exercice : 92

Hors commission

### Présents :

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Thierry DEWINTRE, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Pierre DUDIEUZERE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Julie FRÊCHE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GIANIEL, Jean-Pierre GRAND, Isabelle GUIRAUD, Clare HART, Régine ILLAIRE, Claire JABADO, Stéphanie JANNIN, Laurent JAOL, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSERT, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Caroline NAVARRE, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PASTOR, Yvon PELLET, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Bernard TRAVIER, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

### Absents ayant voté par procuration en application des articles L. 2121-20 et L. 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Pierre BONNAL, Michelle CASSAR, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Carole DONADA.

### Absents :

Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Jean-Noël FOURCADE, Audrey LLEDO.



## Attractivité - Mission de prospection entreprises innovantes - Londres - du 18 au 20 janvier 2018

Madame Chantal MARION, Vice-Présidente, rapporte :

Dans le cadre de son rayonnement et de son attractivité notamment auprès des entreprises apportrices de talents, Montpellier Méditerranée Métropole se propose d'effectuer une mission de promotion du territoire, à Londres auprès du « Level 39 Technology Business Accelerator » et du quartier d'affaires « Canary Wharf ».

A l'échéance du Brexit en 2020, plusieurs incertitudes pèsent sur les entreprises implantées au Royaume-Uni et plus principalement à Londres :

- L'accès aux marchés et principalement au marché unique européen,
- L'accès au recrutement de personnel qualifié,
- La facilité d'obtention d'un visa de travail,
- La stabilité de la monnaie,
- L'accès aux investissements...

Ces incertitudes ont déjà amené des dirigeants d'entreprises à déménager ou à envisager de déménager avant la date de 2020 leurs activités en Europe.

Plusieurs secteurs sont touchés :

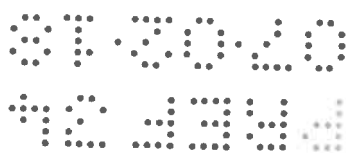
- Les établissements financiers - 75 000 suppressions d'emplois dans la finance sont programmés. Des grandes banques ont déjà décidé de s'implanter ailleurs : HSBC à Paris, Woori (Corée), Nomura et Daiwa (Japon), Standard Chartered (Angleterre) et Goldman Sachs (USA) à Francfort siège de la Banque centrale européenne. D'autres n'ont pas encore choisi leur lieu d'implantation mais ont décidé de partir comme JP Morgan Chase (USA) et UBS (Suisse).
- Dans le cadre du « ciel unique européen » accord qui permet de voler sans entrave dans le ciel européen, EasyJet a annoncé la création d'une nouvelle compagnie européenne en Autriche EasyJet Europe.
- Les Agences européennes - l'agence européenne du médicament à Amsterdam, l'Autorité bancaire européenne à Paris...
- Tous les groupes japonais qui ont leurs sièges au Royaume-Uni.
- Les Start-Up et les entreprises technologiques.

Sur les 3 millions de ressortissants de l'UE que compte le Royaume-Uni, 122 000 ont quitté le pays entre avril 2016 et mars 2017, selon les dernières estimations du Bureau national britannique des statistiques. C'est une hausse de 37 % par rapport à la même période un an plus tôt. Du jamais-vu depuis 2008, au moment de la crise financière.

33 % des entreprises britanniques ont renoncé à des investissements à la suite du Brexit. Les secteurs les plus concernés sont les services technologiques et les télécoms. Ces investissements retardés ou annulés représentent un montant de 65,5 milliards de livres.

Un problème majeur et récurrent depuis le référendum pour les entreprises technologiques est la pénurie de talent, qui est un vecteur essentiel au développement et à la croissance.

- Tech London Advocates, une organisation qui regroupe chefs d'entreprise, investisseurs et experts du secteur a réalisé en novembre, une enquête auprès de 5 400 créateurs d'entreprises technologiques, il apparaît que 30 % des chefs d'entreprises ont dû renoncer à l'embauche de personnel qualifié européen, faute de candidat.
- Ces créateurs d'entreprises technologiques affirment que "la pénurie de talents" affecte d'ores et déjà la réputation du Royaume-Uni en tant que pôle d'innovation.
- Ces créateurs estiment aussi que Londres serait déjà en passe de perdre son rang de leader mondial en matière d'innovation et de nouvelles technologies.



- Le Financial Times souligne que le secteur britannique des nouvelles technologies a besoin d'environ 180 000 travailleurs spécialisés venant des pays de l'Union européenne pour continuer à se développer.

Ces indicateurs laissent à penser que les entreprises technologiques et Start Up du Royaume-Uni sont dans une incertitude dans laquelle une entreprise jeune et à forte croissance ne peut rester. Le Gouvernement britannique l'a compris en s'engageant à baisser l'impôt sur les sociétés avant 2020 de 20 à 17 % et la baisse de la taxe des profits générés par les brevets de 12 à 10 % en 2017. La France n'est pas en reste avec les mesures annoncées en juin 2017 concernant l'accès aux financements et la simplification pour l'obtention d'un visa de travail. Un autre exemple de décembre 2017 avec le lancement d'un incubateur Fintech à la Défense, à l'initiative des services de l'Etat « *La Défense une alternative crédible, en termes d'attractivité et d'écosystème, aux meilleurs incubateurs européens.* » qui clairement affiche son intention de concurrencer le leader européen dans le domaine qu'est Londres actuellement.

La délégation sera reçue le 18 et 19 janvier à Londres par le Directeur de Canary Wharf Group pour une visite et une présentation du quartier d'affaires ainsi que pour la visite de l'accélérateur Level 39. L'objectif étant également de pouvoir contacter et faire une présentation du territoire auprès des entreprises susceptibles de s'implanter sur le territoire Métropolitain.

- **Canary Wharf** est un quartier d'affaires d'une quarantaine d'hectares développé en bordure de la Tamise située dans l'est londonien, dans le district de Tower Hamlets. Développé à partir des années 1980, il est devenu le plus important centre d'affaires de Londres après la City. Fin 2006, environ 90 000 personnes ...
- **Level 39**, Conçu par l'architecte de renommée mondiale Rafael Viñoly, 20 Fenchurch Street est visuellement distinctif, et est conçu pour une efficacité maximale avec une densité pour tous les services de 1 personne par 8 mètres carrés.

Développé par un partenariat de joint-venture entre deux des principales sociétés immobilières du Royaume-Uni, Canary Wharf Group et Land Securities, 20 Fenchurch Street offre 62 000 m<sup>2</sup> de bureaux avec des vues panoramiques incomparables sur Londres. L'accélérateur Level 39 dispose de 7 500 m<sup>2</sup> sur 3 étages.

Level 39 est considéré comme un des plus importants accélérateurs Fintech, Cyber sécurité, Technologies Smart City de niveau mondial.

Level 39 abrite 176 entreprises (500 emplois) dont plusieurs entreprises et collaborateurs français.

Il est proposé que la délégation soit composée d'un(e) élu(e) ainsi que de deux administratifs (es). Le coût prévisionnel de la mission est estimé à 3 000 € TTC sur la base des frais réels.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver l'organisation de la mission telle que décrite ci-dessus ;
- approuver la participation d'un(e) élu(e) ainsi que de deux administratifs ;
- approuver la prise en charge financière de la mission estimée 3 000 € TTC sur la base des frais réels ;
- dire que les dépenses afférentes à la mission sont inscrites au budget 2017 de Montpellier Méditerranée Métropole, chapitre 936 ;
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tout document relatif à cette affaire.

Il est demandé au Conseil de bien vouloir délibérer.

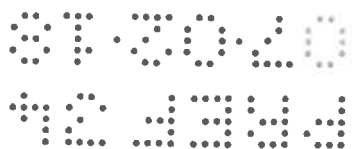
A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 88 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix



Fait à Montpellier, le 06 FEV. 2018

Pour extrait conforme,  
Monsieur le Président

Philippe SAURE



Publiée le : 15 FEV. 2018  
Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
Acte Certifié exécutoire :  
Réception en Préfecture :

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.

